

Conclusions

Constatations

Quelles leçons tirer de la rencontre du 11 juin ?

1. Manifestement, notre politique d'enseignement n'est pas élitiste. Au contraire. On y combat les discriminations abusives. L'option-latin (ou l'obligation–latin) est maintenue parce qu'elle est jugée utile, non discriminatoire, et même considérée comme un outil de rattrapage pour certains élèves.

2. Sur le plan de l'utilité, la question de l'intérêt de l'étude d'une langue morte est loin d'être réglée. Deux lignes de force ressortent à ce sujet des publications récentes.

→ le latin est le substrat fondamental de la civilisation européenne au sens large et en particulier de ses langues de culture.

→ l'étude du latin, langue morte mais toujours accessible, offre une voie probablement irremplaçable, en tout cas efficace, vers la maîtrise de ces langues de culture, a fortiori des langues romanes, maîtrise sans laquelle la

créativité peine à s'exercer.

Pour revenir à la querelle du printemps 2005, l'accusation d'élitisme paraît donc mal étayée et ne semble pas scientifiquement validée. Ne serait-ce qu'un slogan ?

Toujours à propos de cette querelle, on se serait attendu à ce que les auteurs des propositions du « Plan stratégique » se soient tenus au courant des dernières publications sur la question du latin. Rien de ces travaux n'a été évoqué dans ce débat politique. N'est-ce pas un peu léger ?

Les vraies motivations

Que cache donc ce combat sans fondement sérieux, ni scientifique, ni théorique ?

Que voulaient les partisans du report du latin ?

Laissons la parole à l'un des plus clairs d'entre eux.

- *L'idée de réduire un choix de filières déjà très faibles à rien du tout en 1^{ère} et 2^{ème} année de l'enseignement secondaire soulève l'inquiétude de nombreux enseignants qui, au nom de la démocratie, se prononcent en faveur d'un éventail d'options plus large. En effet, selon ceux-ci, les élèves n'ont pas tous les mêmes goûts et ne partagent pas tous des formes d'intelligence identiques. Si nous ne pouvons qu'être d'accord avec chacune de ces croyances, nous ne partageons cependant pas leur conclusion. Ainsi considérons-nous qu'il ne peut être fait abstraction des mécanismes de relégation sociale à l'œuvre dès que s'ouvre le choix de la formation. Car prenant pour modèle d'identification les adultes et adolescents qu'ils croisent dans leur environnement socio-culturel, les enfants issus de milieux défavorisés auront, statistiquement parlant, une propension beaucoup plus grande à s'orienter vers des filières identiques à celles qu'aura antérieurement suivi leur entourage proche. En outre, ne pouvant bénéficier d'une aide scolaire appropriée à la maison, ces enfants seront globalement appelés à connaître la spirale du décrochage scolaire et de la peur de l'échec. Or, en tant que laïcs, nous ne pouvons tolérer que le contexte extérieur à l'individu puisse constituer un frein permanent à son émancipation. Le tronc commun sert donc à propager la démocratie au sein de système scolaire ; ce en quoi il est juste et bon.*

Vincent THYS

**Le contrat stratégique pour l'éducation : que faut-il en penser ?
dans Salut et Fraternité, n° 52 trimestriel, 2005, p. 4**

Trois mois plus tard, on trouve dans le même trimestriel, après la décision ministérielle de maintenir le latin, le commentaire suivant:

(...), la Ministre-Présidente prend parents et enseignants pour des ignares. En effet, ce « tronc commun différencié », ne recouvrant d'autre réalité que l'alignement de la grille commune hebdomadaire à 28 périodes plus quatre périodes d'activités au

choix au 1^{er} degré de l'enseignement secondaire, ne constitue qu'une vaste tromperie. Car, en réalité, il ne fera, à peu de choses près, que confirmer la situation actuelle ! Et, ce faisant, procurera une légitimité renouvelée à l'effet ségrégationniste de l'orientation dès le début de la vie. Les trop nombreux cas d'écoles où les premiers de la classe se retrouvent en option latine ou scientifique pendant que leurs copains fréquentent des cours de théâtre ou d'activités sportives sans motivation réelle pour ces derniers sont autant d'exemples narrants qui le prouvent..

Ces textes sont parfaitement illustratifs de la volonté politique des partisans d'un tronc commun intégral. Ils pourraient donner lieu à de nombreux commentaires. Tenons-nous en à l'essentiel.

On observe que, en définitive, ce n'est pas le latin en tant que tel qui est combattu, mais toute différenciation entre les élèves. On voit d'ailleurs que l'option scientifique est, elle aussi, suspecte. Si, à la place du latin, nous avions une option—allemand exigeante, la réaction serait la même. Le latin a toutefois un avantage tactique : il a l'air plus « inutile » qu'une langue moderne, que les mathématiques ou les sciences. On peut aussi le caricaturer en l'accusant, par référence à un passé révolu, d'être « bourgeois » ou « clérical ». Bref, l'affaire n'a rien de pédagogique ou d'éducatif ; elle est d'ordre purement politique ou idéologique. Cette idéologie s'appelle l'égalitarisme. Et elle est impitoyable. Alors que les élèves ont 28 heures – semaine de tronc commun, quatre heures d'option, c'est encore trop !

On remarquera aussi que non seulement la question de la valeur formative du latin n'est pas prise en compte, mais pas davantage les désirs des parents ou des élèves, les différences bien visibles entre ceux-ci, l'expérience vécue des professeurs, des écoles, des latinistes devenus adultes, etc. Rien d'étonnant : l'idéologie pure et dure a en effet pour caractéristique première de nier le réel quand celui-ci ne l'arrange pas.

Quelles conclusions ?

1. Le vrai combat

On aura compris que l'offensive de 2005 n'est qu'un énième épisode d'un combat beaucoup plus fondamental, inspiré par une idéologie égalitaire radicale. Ce combat a déjà un long passé. Pour ne pas remonter trop loin, il était une des lignes de force de l'aventure du rénové, dont on sait comment elle s'est terminée. Sur ce plan, l'offensive de 2005 visait à plus de « pureté » encore, l'échec n'arrêtant jamais les doctrinaires, dont certains prônent un « tronc commun » jusqu'à 16 ans. La première leçon à retenir de la récente escarmouche est que l'on doit s'attendre à de nouveaux assauts dès que les circonstances paraîtront favorables aux stratégies de l'uniformité.

2. L'avenir de l'école pour tous

Aux yeux de nombreux parents, certaines mesures préconisées dans l'enseignement conduisent à un nivellement par le bas de l'école. Il suffit d'écouter, de lire, de surfer sur internet pour s'en convaincre. Par exemple, récemment encore, un ministre a tenté d'interdire les devoirs à domicile parce que, disait-il, tous les enfants ne trouvent pas chez eux de bonnes conditions pour les faire. Attitude analogue à celle des ennemis du latin. En clair, ce qui est difficile ou impossible pour certains doit être interdit à tous.

Sans insister sur ce que vaudrait à nos sociétés l'application généralisée d'un tel principe, on constatera que de telles initiatives décrédibilisent l'école et poussent beaucoup de parents à deux réactions, parents dont une préoccupation importante et légitime est de donner à leurs enfants une bonne formation.

→ Ils compensent chez eux ce qu'ils considèrent comme des déficits scolaires, renforçant ainsi les avantages de leurs enfants sur leurs condisciples moins favorisés. Les idéologues provoquent ainsi l'effet exactement inverse de leur objectif.

→ Plus grave est le risque de voir, pour la même raison, se développer un enseignement privé répondant mieux aux souhaits des familles et à l'intérêt des enfants, mais, bien entendu, plus coûteux et donc réservé à certaines catégories sociales. Le danger n'est pas illusoire. Il suffit de

regarder ce qui se passe déjà dans d'autres pays occidentaux pour s'en convaincre. Chez nous, on trouve dans le *Swarado* (supplément « jeunes » du *Soir*) du 22 novembre 2005, deux pages au titre révélateur :

■ *L'école privée se vend sur-mesure. Des surdoués pressés ou des recalés de l'enseignement général traditionnel trouvent refuge dans les écoles privées. Des classes de maximum 15 élèves, un programme allégé et personnalisé... Le rêve, pour 600 à 1200 euros par mois.*

3. L'intérêt des élèves

L'école démocratique est fondée sur le souci de la promotion du plus grand nombre et sur le souci de réduire les inégalités. Pour atteindre ces objectifs, elle ne doit pas freiner les potentialités de chacun et elle doit être exigeante. L'exigence est essentielle. C'est elle en effet qui permet le mieux de compenser les manques, les handicaps, les retards liés au milieu social et de rétablir une véritable égalité. Réduire l'exigence ne se retourne pas en définitive contre les plus favorisés, mais contre les autres.

■ *Ainsi, les « belles âmes » qui ont dénoncé l'inégalité des chances scolaires ont surtout contribué à la dégradation des systèmes d'enseignement. Le « collège unique », l'allongement du « tronc commun », le développement de la théorie de l'école « lieu de vie », la culture du « pédagogisme » n'ont en rien contribué à atténuer l'inégalité des chances scolaires ; en revanche, ces innovations ont contribué au développement de l'illettrisme et à l'apparition de la violence scolaire.*

Raymond BOUDON

Pourquoi les intellectuels n'aiment pas le libéralisme, dans *Commentaire*, n° 104, Hiver 2003-2004, p. 783

Soit dit en passant, un autre des effets contre-productifs d'une facilitation excessive vient de nous être fourni à l'occasion de la rentrée universitaire 2005.

On sait que notre pays est de toute l'Europe celui qui offre l'accès le plus facile à l'université. Celle-ci est ouverte à tous les diplômés du secondaire sans discrimination et les droits d'inscription y sont peu élevés, sans compter les systèmes d'aide aux étudiants via les bourses, les réductions

des droits, etc.

Or une enquête internationale récente a montré que notre système est très peu performant en matière de mobilité sociale. Ce sont les enfants des classes les plus favorisées qui connaissent la meilleure réussite. D'où les titres de nos journaux accusant nos universités d'être antidémocratiques ou élitistes. C'est évidemment une contre-vérité, mais c'est une nouvelle illustration du paradoxe égalitaire qui, au bout du compte, aboutit à renforcer les inégalités. Ce n'est pas l'université qui est antidémocratique ; tout est fait pour que ce soit le contraire. C'est la facilité et le laxisme, c'est l'égalitarisme.

4. L'intérêt général

À l'occasion de la querelle de latin, un lecteur de La Libre Belgique a développé sur le thème de l'intérêt général une argumentation qui se passe de commentaires.

■ *Il est un point de l'argumentaire de la ministre qui mériterait plus d'attention encore. En effet, inspirée par une idéologie égalitariste, l'Excellence communautaire a, sauf erreur et dans un premier temps, invoqué le caractère potentiellement élitiste des humanités anciennes pour justifier leur éventuelle mise à mort. Selon Larousse, élitisme a deux sens : 1° système favorisant les meilleurs éléments d'un groupe aux dépens de la masse ; 2° politique visant à la formation d'une élite. L'élitisme n'est pervers qu'au premier sens donné. En revanche, une société qui empêcherait l'émergence d'une élite serait non seulement injuste, mais suicidaire. Injuste, parce que l'égalité des hommes en dignité ne signifie pas l'égalité des individus en aptitudes. Suicidaire, car la société a tout intérêt, pour le bien commun, à ce que soient promues les qualités propres aux individus qui la composent : à côté des élites intellectuelles, il faut aussi des élites manuelles, techniciens, artisans et ouvriers. Aucun exercice de musculation politicarde n'empêchera qu'à côté des élites en tout genre, il y ait... les autres. Consultez là-dessus les pédagogues : les statisticiens leur ont appris ce qu'est une distribution normale (courbe de Gauss). Nolens, volens, la composante sociologique intervient aussi dans le parcours scolaire, et d'ailleurs pas toujours de façon automatique, loin de là. Pour ma part, j'ai commencé l'étude du latin avant même d'entrer à l'athénée, où mon père enseignait le français. Cela m'a donné quelques longueurs d'avance pour entamer la*

« sixième latine ». J'étais donc privilégié, mais qui oserait taxer de répréhensible pareille « inégalité » de départ ? L'égalitarisme est une déviance au moins aussi grave que l'élitisme. Hélas ! le mot « élite » occasionne chez les quémandeurs de voix électorales une sorte de prurit (très post-soixante-huitard). Si l'instruction coûte cher, essayez, a-t-on dit, l'ignorance. De même en va-t-il de la formation d'élites : rayez de l'Histoire Homère, Platon, Aristote, Virgile, Horace, Thomas d'Aquin, Newton, Descartes, Pascal, Mozart, Hugo, Einstein et leurs semblables aux QI prodigieux d'élites... et imaginons-nous, tous égaux, à l'âge de la pierre. Nos ministres ne sont-ils pas aussi, à des degrés divers, des élites ?

Mutien-Omer Houziaux d'Esneux

La Libre Belgique, 4 mars 2005, p. 43

5. Et l'avenir du latin ?

Tout est-il pour le mieux après le « sauvetage » du cours de latin ? L'affirmer serait présomptueux et dangereux pour le latin lui-même. Son avenir dépend pour l'essentiel, d'une part, de ceux qui l'enseignent, d'autre part, de ceux qui organisent l'enseignement, à commencer par le pouvoir politique.

→ Les premiers sont dans une position difficile. En effet, le latin a, sans doute définitivement, perdu la place royale qui était, naguère encore, la sienne. Il est dans une situation optionnelle permanente, il dispose de plages honoraires réduites, il est concurrencé par des disciplines apparemment plus utiles. En résumé, il est dans une situation de combat, il est sans cesse sommé de se justifier. Les professeurs sont donc partagés entre une facilité séduisante mais inopérante ou une exigence efficace mais rebutante.

L'équilibre est difficile à trouver. On observe heureusement que les enseignants affrontent souvent avec bonheur cette difficulté, non par des slogans stériles, mais dans leur pratique. Ils ont compris qu'il faut en permanence préciser les objectifs, évaluer les résultats, s'adapter aux missions générales confiées à l'école. Ils doivent aussi maintenir le contact avec les parents et l'opinion publique en général pour convaincre de l'intérêt de leur discipline. Ils doivent aussi, comme on les y invite, se placer dans une perspective et une stratégie européennes et méditer des

ouvrages comme ceux qui ont été cités plus haut.

→Quant aux autorités qui régissent l'enseignement, voici, pour conclure, quelques questions à leur intention.

- Combattre les inégalités est un objectif respectable et partagé. Il reste à coup sûr beaucoup à faire. C'est que les freins, les obstacles sont nombreux, complexes et profondément enracinés, comme en témoignent toutes les études sur la question. N'est-il pas dérisoire de croire, ou de faire croire, que c'est en empêchant des enfants de faire du latin que l'on va s'attaquer efficacement à une aussi gigantesque problématique ? Ne se donne-t-on pas facilement bonne conscience, ne lâche-t-on pas la proie pour l'ombre, en abandonnant un excellent moyen de formation au nom d'une réduction des inégalités dont la simple approche postule des stratégies autrement fondamentales et autrement efficaces ?

- Par ailleurs, est-il raisonnable de nier envers et contre tout les bénéfices et les rattrapages que peut assurer le cours de latin à certains élèves ?

- Dès lors, ne faut-il pas donner à cette discipline un rôle qu'elle semble capable de jouer et la mettre honnêtement dans les conditions requises pour jouer ce rôle : horaire suffisant, concurrence loyale, formation des maîtres, etc. ?

Ce serait enfin revenir au seul vrai problème, la formation la meilleure possible pour le plus grand nombre.